

Phoques: réaction à la décision des Communautés européennes

Le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen, s'est dit déçu d'apprendre que le Conseil des ministres des Communautés européennes envisageait l'imposition, à compter du 1^{er} octobre prochain, et dans tous les pays de la Communauté, d'un embargo sur l'importation de produits de jeunes phoques à capuchon et de jeunes phoques du Groenland.

Dans une déclaration publiée le 1^{er} mars, le ministre MacEachen dit regretter la décision du Conseil de maintenir en vigueur les mesures de restriction du commerce de ces produits.

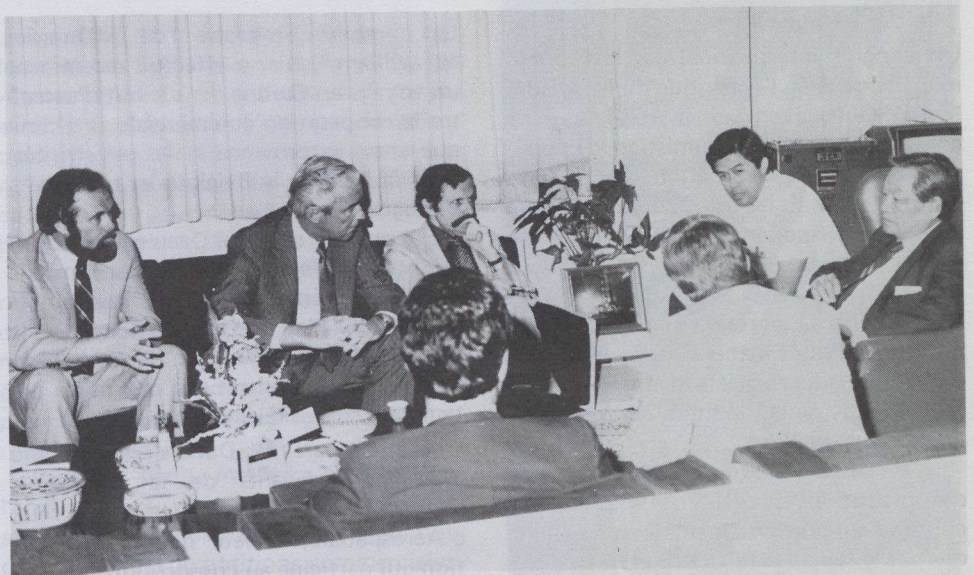
Le Ministre fait remarquer, cependant, que l'embargo est subordonné à d'autres enquêtes sur les aspects scientifiques et sur les conséquences de la chasse aux phoques du Groenland et aux phoques à capuchon, et que le Conseil a demandé à la Commission européenne de continuer à chercher, dans le contexte de nouveaux contacts avec le Canada, des solutions qui rendraient inutiles les restrictions à l'importation.

Si la Communauté européenne s'intéresse sérieusement à des solutions mutuellement acceptables, "le Canada serait tout à fait disposé à collaborer à ces enquêtes, mais il doit exiger qu'elles soient rigoureusement scientifiques et que leurs résultats soient interprétés de façon impartiale. Nous sommes convaincus qu'il sera possible de trouver une solution satisfaisante à ce problème si toutes les parties intéressées sont vraiment prêtes à l'aborder d'une manière rationnelle et coopérative", conclut M. MacEachen dans sa déclaration.



M. Allan J. MacEachen

Projet de Pétro-Canada international en Thaïlande



De gauche à droite, M. Maurice Hladik, conseiller commercial, M. Peter Towe, président de PCI, l'ambassadeur du Canada, M. Fred Bild, le conseiller du ministre de l'Industrie, M. Korn Dabharangsi et le ministre thaïlandais de l'Industrie, M. Chatichai Choonhavan.

La société Pétro-Canada pour l'assistance internationale (PCI), composante "développement" de PETROCAN, a accordé à la Thaïlande une aide évaluée à \$5,5 millions.

Cette décision fait suite à la visite récente en Thaïlande d'une délégation dirigée par le président international de PETROCAN, M. Peter Towe. Cette aide, la première du genre qui soit accordée par le Canada à la Thaïlande, constitue une nouvelle étape dans le développement des relations économiques entre les deux pays. Elle sera également profitable à l'industrie pétrolière et gazière du Canada, puisqu'elle doit servir à l'achat de biens et de services canadiens pour aider à la mise en valeur du potentiel pétrolier et gazier de la Thaïlande.

L'initiative de PCI a pour but la recherche de gisements d'hydrocarbures

dans les régions de la Thaïlande où l'industrie privée est inactive. S'ajouteront à cela une assistance technique et la formation sur le tas du personnel engagé dans la recherche et la mise en valeur de gisements d'hydrocarbures, ainsi que du personnel chargé de la production. Le financement se fera sur deux ans.

PCI a pour mandat de recourir à la technologie et à l'expertise canadienne pour prêter assistance aux pays en développement importateurs de pétrole et, ce faisant, d'élargir les possibilités commerciales et industrielles pour le Canada, tout en améliorant de façon générale les relations bilatérales.

Outre les discussions qu'elle a eues à Bangkok, la délégation de PCI a visité Manille où elle a convenu avec le gouvernement des Philippines de la mise en oeuvre d'un programme similaire.

Nouvelle aide aux Africains de l'Ouest rentrant dans leurs pays

Le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen, a annoncé l'octroi par le Canada d'une nouvelle aide en réponse à trois appels lancés en faveur des Africains de l'Ouest récemment expulsés par le Nigéria.

Un montant de \$50 000 est destiné au Conseil canadien des Églises (CCE), pour un programme commun du Conseil oecuménique des Églises (CEE) et de la Fonda-

tion luthérienne mondiale (FLM). L'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix (OCCDP) recevra \$150 000 pour le programme de Caritas Internationalis, tandis que le Bureau du coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophes (UNDRO) obtiendra \$100 000 en réponse à ses appels en faveur du Niger et du Tchad.

Les fonds seront versés par l'entremise du Programme d'assistance humanitaire internationale de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).